

Arguments

Pour des circuits courts alimentaires citoyens et territoriaux, porteurs de sens

Ce texte vise à clarifier quels circuits courts veulent les CIVAM de Bretagne, en exprimant leurs positionnement sur des circuits courts alimentaires citoyens et territoriaux, porteur de sens.

Les circuits courts alimentaires sont des modes de commercialisation de produits alimentaires qui comportent au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Ils s'insèrent dans une dynamique territoriale.

L'essor des circuits courts alimentaires dans les dynamiques sociales, dans les pratiques économiques, dans le débat politique, est désormais irréfutable. Il s'est construit malgré ou contre les tenants de l'agriculture productiviste, et les institutions, lobbies et entreprises qui la soutiennent. L'heure n'est plus désormais à justifier leur existence, mais à faire en sorte qu'ils préservent et accroissent leur rôle pionnier et leur charge d'alternative à la société du tout-libéral. Comme pour toute innovation sociale, les initiatives visant à en tirer profit financier, à les dénaturer et à les vider de leur sens politique et sociétal vont se multiplier.

Une autre agriculture incluse dans la société et dans les territoires

L'alimentation repose sur la **production agricole**. Ce que nous visons à travers l'essor des circuits courts n'est pas une adaptation à la marge des pratiques productivistes, mais leur remplacement par des agricultures durables paysannes. Il s'agit donc de réformer en profondeur les pratiques mais aussi les politiques agricoles et alimentaires. L'accent porté sur le système de commercialisation rappelle qu'une pratique productive n'est durable qu'en illusion si elle n'intègre pas une certaine autonomie et capacité de décision sur le mode de distribution et donc les prix des produits. A travers les circuits courts, c'est aussi l'inclusion de l'agriculture dans la société et les relations entre paysans et citoyens qui peuvent évoluer. Le corporatisme réduit les mangeurs à des consommateurs bons à payer les crédits de la PAC et les dégâts environnementaux, et subir les pollutions en silence. Les inter-relations créées grâce aux circuits courts rétablissent les citoyens dans leur droit à l'expression et à l'action en matière agricole.

Des inter-relations avec les citoyens consommateurs et les producteurs à l'échelle des territoires

Les circuits courts que nous voulons se construisent à l'**échelle de territoires vécus** par les mangeurs et les paysans. Ils se fondent sur des réseaux de fermes et de lieux de distribution qui s'appuient et se complètent, tant du point de vue des producteurs que de celui des consommateurs citoyens. C'est la condition pour que leur sens dépasse celui de la simple consommation éphémère, et soit capable de générer échanges et réflexions sur les enjeux de l'alimentation et du bien-être territorial. Les enfermer dans les prêts à penser disponibles ou prétendre les appuyer par des méthodes inadaptées, c'est condamner leur progression. C'est pourquoi la démarche filière est souvent (mais pas toujours) à oublier et à dépasser pour inventer des arrangements territoriaux inédits dans des démarches participatives entre producteurs, consommateurs citoyens et élus.

Sous ces conditions, les circuits courts s'inscrivent dans une **perspective de souveraineté alimentaire**, analogue à l'échelle territoriale à celle qui est revendiquée au niveau international. Valoriser le local n'est pas l'expression d'un chauvinisme de clocher, mais le constat qu'habitants d'un territoire et principales victimes de l'organisation libérale de l'agriculture partagent des intérêts. C'est l'encadrement des agricultures des pays du Nord dans des filières productivistes, de plus en plus dominées par les intérêts de la grande distribution et de la finance, qui condamne les agricultures vivrières des Pays du Sud à la marginalité et leurs habitants à la faim. Il ne s'agit pas de tout produire, transformer et distribuer localement, mais de faire ce qui peut l'être. Le constat des limites de chaque territoire comme de la planète débouche sur une inscription des circuits courts dans des pratiques de sobriété et de décroissance sélective.

Les circuits courts sont porteurs d'enjeux qui dépassent le champ de l'agriculture et de l'alimentation. Ils représentent à la fois un **laboratoire** et en **emblème** pour la relocalisation de l'économie :

- **Laboratoire** : l'alimentation pose des questions sociales majeures comme l'accès de tous aux besoins essentiels, et s'inscrit directement dans les défis écologiques locaux et mondiaux à affronter d'urgence. Les succès et difficultés dans le champ alimentaire sont donc riches d'enseignement pour une relocalisation plus large de l'économie et le développement de la consommation alternative.

- **Emblème** : l'alimentation concerne tout le monde, dans les actes quotidiennement répétés. Elle touche chacun dans ses pratiques les plus intimes et conserve un statut empreint d'expression individuelle, familiale, culturelle, régionale. Elle est un terrain d'expression privilégié pour l'éducation populaire. Les acteurs concernés agissent en interrelation : les producteurs, les consommateurs citoyens et les élus sont liés au sein de dynamiques participatives.

Les piste concrètes

- Fournir une part appréciable de l'alimentation d'un territoire, pas créer une niche commerciale
- Produire, transformer et distribuer les aliments du quotidien avant les produits d'exception
- Viser l'accès de tous à une alimentation saine, pas développer un créneau marketing
- Proposer une diversité de lieux de vente, pas cautionner l'inéquité dans les GMS
- Mettre en action des agricultures durables écologiquement, pas redorer le blason de l'agro-industrie
- Affecter la terre aux jeunes et aux petites exploitations, pas à l'épandage
- Travailler en transparence avec la société, pas se cacher derrière le marketing
- Contribuer au bien-être et à la santé, pas appeler à manger toujours plus de n'importe quoi

Fournir une part appréciable de l'alimentation d'un territoire, pas créer une niche commerciale

On peut estimer que seulement 2 à 3 % des aliments consommés en France sont achetés dans des circuits courts. Viser un objectif de 10 à 15 % est à la fois réaliste et ambitieux. Mais riche de potentialités : en Bretagne, chaque 1 % gagné représenterait près de 1 380 emplois, de paysans, d'artisans, de transformateurs, de services, au contenu plus épanouissant et moins éprouvant que celui qui règne dans l'agro-alimentaire. Pendant que l'agriculture prédatrice en fait perdre le double chaque année.

Produire, transformer et distribuer les aliments du quotidien avant les produits d'exception

Les produits d'exception ont leur utilité pour aider les mangeurs à reprendre conscience de leur alimentation. Mais l'urgence en matière de circuits courts est de retrouver une production suffisante pour répondre aux besoins de l'alimentation quotidienne. Comment expliquer que l'Ille et Vilaine, premier bassin laitier de France, manque de fromagers, ou la Bretagne de maraîchers diversifiés ?

Viser l'accès de tous à une alimentation saine, pas développer un créneau marketing

Les réseaux territoriaux peuvent améliorer l'accès à une alimentation saine et équilibrée de toute la population. Les paysans qui développent le type de circuits courts que nous souhaitons n'acceptent pas qu'il faille produire toujours plus d'aliments de basse qualité à bas coût pour approfondir la pauvreté et les inégalités. Et ils démontrent qu'une approche globale de l'alimentation, prenant en compte le régime alimentaire, la saisonnalité, les gaspillages, les coûts environnementaux permet de viser à moyen terme une alimentation de qualité pour tous. Ils appliquent ainsi les principes d'un commerce équitable de proximité.

Proposer une diversité de lieux de vente, pas cautionner l'inéquité dans les GMS

C'est la diversité des modes de commercialisation qui permet une large diffusion des circuits courts, tant du point de vue des citoyens que de celui des producteurs. Le militant engagé dans une AMAP en faveur de l'agriculture paysanne y côtoie le retraité qui apprécie de retrouver un producteur à chaque marché sans avoir à se déplacer en voiture. La domination des GMS dans la distribution de pseudo « produits locaux » est à prendre en compte comme un danger potentiel. L'expérience des agriculteurs et celle du commerce équitable démontrent l'inéquité de leurs pratiques à la fois pour les paysans, les consommateurs et leurs propres personnels. Ce qui n'exclut pas d'offrir des produits locaux, de façon minoritaire et maîtrisée par les producteurs, dans certaines grandes surfaces.

Mettre en action des agricultures durables écologiquement, pas redorer le blason de l'agro-industrie

Les pratiques productivistes et polluantes sont contraires au sens que nous voulons donner aux circuits courts. Les pratiques écologiquement acceptables sont multiples, et plus ou moins approfondies. Elles reposent sur une approche globale du système de production et une connaissance fine de l'agronomie et de l'écologie. L'agriculture biologique en représente un point de référence important. D'autres pratiques, d'agro-écologie, d'élevage herbager, d'agroforesterie, associent progrès en matière de respect de l'environnement et progrès social.

Affecter la terre aux jeunes et aux petites exploitations, pas à l'épandage

Le déficit en produits locaux ne pourra se résorber de façon satisfaisante, c'est à dire en dehors du schéma classique d'industrialisation, que par l'installation de nombreux jeunes. Ils ne seront pas tous d'origine agricole, et n'auront pas tous le statut agricole. L'essor des circuits courts passe par le renouvellement des acteurs. Il nécessite une refonte générale des règles affichées ou tacites d'attribution du foncier, mais aussi de l'innovation pour mobiliser les énergies et l'épargne locale sur de nouvelles modalités d'accès à la terre.

Travailler en transparence avec la société, pas se cacher derrière le marketing

Les filières de l'agriculture productiviste se font fortes de déguiser n'importe quel part du « minerais » de basse qualité en produit achetable, et en grande partie jetable, par le consommateur. Les circuits courts n'ont de sens que s'ils permettent aux mangeurs d'exprimer leur point de vue sur l'agriculture et l'alimentation. Ce qui passe par des méthodes de certification participative, comme la méthode NESO, qui couvrent l'ensemble des aspects de la soutenabilité d'une exploitation.

Contribuer au bien-être et à la santé, pas appeler à manger toujours plus de n'importe quoi

Les circuits courts prennent sens par les relations nouvelles qu'ils instituent entre citoyens et paysans. Ceux-ci ont donc aussi pour responsabilité d'ouvrir aux mangeurs la possibilité de mieux comprendre l'agriculture et l'alimentation. L'éducation alimentaire, dont l'urgence en matière de santé publique est révélée par les effets des pesticides ou l'augmentation de l'obésité, fait partie du programme des circuits courts. Le respect des ressources de la planète et de ses habitants les plus pauvres passe par l'évolution du régime alimentaire occidental, et notamment la réduction des protéines d'origine animale.

